

L'ENTREPRISE DIEDERICHS (1882-1938)*

—
Jérôme ROJON

Jérôme ROJON*
Centre Pierre Léon.

En 1992, les ateliers de construction mécanique Diederichs cessaient leurs activités, à l'exception de la fonderie qui survit aujourd'hui difficilement. Six ans plus tôt, cette entreprise employait encore 1 200 personnes sur Bourgoin-Jallieu, à 40 km de Lyon, et figurait parmi les premiers constructeurs mondiaux de machines textiles. Pourtant elle reste méconnue. Un diplôme secondaire d'une vingtaine de pages, écrit en 1958 sous la direction de P. Léon¹, décrit l'entreprise à la fin des années 1950. Puis, en 1982, à l'occasion du centenaire de l'entreprise, un ancien PDG de la société, Henri Raverat, tente d'en retracer la chronologie, à l'aide de nombreux clichés des divers métiers à tisser produits par elle ; mais il ne dit rien de l'histoire de la famille Diederichs et de ses dissensions qui ont fortement affecté la vie de l'entreprise, ni de l'attrait que Lyon, et la soierie, ont exercé sur ses dirigeants. D'où l'origine de la présente étude.

* L'ensemble des résultats dans ROJON (Jérôme), *Diederichs, une entreprise, une famille* (1855-1938), mémoire de maîtrise, université Lumière-Lyon 2, 1996, 2 vol., 170 + 51 p. (direction Serge CHASSAGNE). Ce texte a été revu par Serge CHASSAGNE.

1 - CLERMONT (Marie-Hélène), *Les ateliers Diederichs de Bourgoin (1882-1957)*, DES secondaire, juin 1958.

En 1855, Théophile Diederichs (né en 1832, à Molsheim), fils d'un petit maître de forges d'origine rhénane,

2 - REGUDY (Fabien),
De Perregaux à
Dolbeau (1787-1977),
Histoire des sociétés
d'impression sur étoffes
de Bourgoin-Jallieu,
maîtrise, université
Lumière Lyon 2, 1996,
134 + 63 p.

3 - Depuis 1872, où
Théophile devient
associé de Perregaux,
il est également associé
au soyeux lyonnais
Léon Permezal pour la
construction d'un
tissage de 280 métiers.

4 - Archives privées
Jacques Diederichs
(J.D.), cahier de
compte, rédigé par
Charles. Louis (1860-
1941) est le troisième
fils du fondateur
Théophile et de sa
femme
Salomé Illis.

récemment établi en Dauphiné, entrait comme directeur du tissage de Louis-Emile Perregaux, à Jallieu. En 1882, le même Théophile préside la société des Tissages et Ateliers de construction Diederichs (TACD), héritière de la maison déjà centenaire des Perregaux². En 1938, à la mort de Charles, dernier fils survivant du fondateur, les représentants de la troisième génération, Robert et André Diederichs, dirigent (sous la raison sociale d'Ateliers Diederichs, depuis 1923) une entreprise tout entière tournée vers la construction de machines textiles, car elle renonce alors définitivement au tissage, base de la fortune familiale. De 1882 à 1919, l'affaire, sous la direction du père et du fils, tous les deux prénommés Théophile, a en effet élargi son champ d'action à la fonderie, à la construction mécanique et à la fabrication de soieries, suscitant ainsi une rivalité entre les *tisseurs* (Théophile II et son fils Adrien) et les *mécaniciens* (Charles et Frédéric, frères cadets de Théophile II, puis leurs fils respectifs Robert et André). Avec le développement, au lendemain de la première guerre mondiale, de la fonderie et de la construction mécanique, et avec la déconfiture parallèle de Diederichs Soieries, qui sombre en 1931, cette rivalité familiale aboutit à la victoire des mécaniciens sur les tisseurs, scellant ainsi le sort du tissage en 1938.

DIEDERICHS, TISSEUR À FAÇON ET FABRICANT DE SOIERIES (1882-1914)

En 1882, l'entreprise dispose de trois groupes de tissages : le grand tissage à toits en sheds (construit par Théophile I en 1872), le tissage Perregaux (en deux parties) et le tissage Roux (du nom de la sœur de Louis-

Emile Perregaux, Victorine-Elisa, mariée à Gustave-Scipion Roux, attributaire de ce bâtiment en 1862) pris en location, ce qui ne représente pas moins de 670 métiers, tous concentrés autour du canal mouturier de Jallieu, et travaillant à façon pour L. Permezal et Cie³. Le tissage est placé sous la responsabilité unique de Théophile II (en raison de sa formation à l'Ecole supérieure de commerce de Lyon).

En 1884, après la fin des accords avec le soyeux lyonnais Permezal, les Diederichs font travailler quatre tissages à façon pour divers fabricants lyonnais, en succédant à Langjahr à Saint-Genis-l'Argentière, ce qui porte leur capacité productive à environ 800 métiers. Cependant, vers 1887, une partie du tissage Perregaux est reconvertie, en raison peut-être de la crise qui entraîne un suréquipement en métiers à tisser ; le vieil immeuble Caffarel (construit en 1828) est uni au nouveau hall de construction élevé cette année-là. Les bâtiments situés sur Jallieu sont donc presque tous affectés à la fabrication de métiers à tisser et à la construction mécanique, à l'exception du petit tissage de 70 métiers construit en 1868-1869. Cela marque une première victoire de la construction mécanique, alors que le tissage, surdimensionné, entre dans une période de relative stagnation.

Entre 1882 et 1897, le grand tissage ne connaît aucune modification, alors que le tissage Roux subit des transformations sous la direction de Louis Diederichs vers 1894-1896. Le tissage est équipé, comme les ateliers de construction, de l'éclairage électrique au cours de l'exercice 1893-1894⁴. En 1897, le grand tissage compte 472 métiers Diederichs, avec trois chaudières et une machine à vapeur Farcot, tandis que le tissage construit en 1869 par Louis-Emile Perregaux fait battre 64 métiers,

réservant les deux étages aux bureaux et aux magasins⁵. Loué par les Diederichs depuis 1880, le tissage Roux est finalement racheté dix ans plus tard par les TACD pour 140 966 F ; à ce moment, Théophile I décide de le céder à bail à son fils Louis (alors renvoyé par son frère aîné), qui le garde en location jusqu'en 1909. Pour éviter que Théophile II ne vienne une nouvelle fois expulser son cadet, le père décide de commanditer l'exploitation de ce tissage. Mais, en 1890, ce tissage est partiellement en crise puisque 30 métiers sur 127 sont arrêtés. Il est vrai que ces métiers ont pour la plupart plus de vingt ans : on y dénombre 92 métiers Tournier (de Voiron), tissant uniquement des étoffes de 90 cm, 11 métiers Diederichs de 105 cm et 24 de 130 cm (qui sont les tout premiers métiers Diederichs). Louis constate que « les planchers étaient percés par l'usure », et engage des travaux en empruntant 50 000 F à la société Diederichs. Il modernise l'outillage (investissant 40 000 F en métiers à tisser) et remplace la vieille chaudière Laurent par une Satre & Demange de 60 CV. Entre temps, Louis a lancé son tissage dans la production de mousselines de soie qui sont alors à la mode⁶. En 1900, ce tissage se présente ainsi : le vieux bâtiment de trois étages servant au tissage et à la préparation existe toujours, mais on lui a accolé un édifice en rez-de-chaussée avec les mêmes fonctions et un deuxième avec un étage destiné à faire office de magasin et de dortoirs. Un autre bâtiment situé en face de celui en rez-de-chaussée abrite des métiers, tandis qu'une dernière petite construction reçoit des ourdissoirs et des bobinoirs. L'ensemble est équipé de la nouvelle machine à vapeur Satre & Demange, d'une chaudière semi-tubulaire et d'une autre petite chaudière,

d'une turbine sur le canal et de trois dynamos. Le nombre de métiers a augmenté de 50 % depuis 1880, puisqu'il passe de 132 à 193, dont la moitié sont des métiers de 135 cm et un quart de 130 cm. On y dénombre également cinq cannetières (une de 100 broches et quatre de 150 broches), onze ourdissoirs, treize bobinoirs, un détrancanoir. Fixé initialement à 9.000 F, le prix du bail de Louis s'élève à 20 000 F en 1900. Le tissage pris à bail dans le Rhône à Saint-Genis comprend 125 métiers en 1897⁷.

Le tissage est touché, comme d'autres industries, par la « Grande Dépression » dont les effets se font sentir de 1873 à 1896. Cela se traduit par une baisse des prix industriels et par un ralentissement de la production. Le prix des façons diminue fortement. La crise est surtout ressentie par la société après 1882. La Fabrique lyonnaise connaît une période sombre entre 1876 et 1885, et ne retrouve sa vigueur que vers 1890. Entre 1889 et 1897, l'ensemble du tissage réalise un chiffre d'affaires compris entre 1 et 1,5 million de francs, avec un creux en 1892-1893 (944 000 F) et un pic en 1896-97 (1 470 000 F). Comme nous le voyons, le tissage est une activité cyclique avec de fortes variations⁸.

Malgré son importance, le tissage voit ses bénéfices stagner, tandis que sa part dans le chiffre d'affaires total de l'entreprise ne cesse de décliner au profit de la construction mécanique. Le tissage parvient cependant à faire encore illusion quelques années en élargissant son rôle à la fabrication de soieries. La métropole lyonnaise exerce un attrait certain pour un façonnier périphérique. Propriétaires d'un outil industriel puissant, les Diederichs produisent désormais des étoffes pour leur compte, et non plus à façon pour un soyeux lyonnais. De

5 - Archives communales de Bourgoin-Jallieu (plus loin ACBJ), fonds Diederichs, PV des AG des actionnaires, 15 septembre 1897.

6 - Archives privées J.D., lettres de Louis à son père Théophile I, *passim*.

7 - ACBJ, *ibid*.

8 - ACBJ, *ibid*. Chiffre d'affaires du tissage (façons uniquement) :

1888-89 :	1 189 614 F ;
1889-90 :	1 427 458 F ;
1892-93 :	944 820 F ;
1894-95 :	972 464 F ;
1895-96 :	1 350 000 F ;
1896-97 :	1 470 389 F

9 - Archives départementales du Rhône, 6 U.

10 - CHAUVEAU (Sophie), *Le patronat de la Fabrique lyonnaise de soieries dans la seconde partie du XIXe siècle (1860-1900)*, maîtrise, université Paris IV, 1991, p. 43.

11 - Archives privées M.L. Lévêque, notes ms d'Adrien, rédigées vers 1953.

simples façonniers, ils deviennent alors fabricants.

UNE PREMIERE SCISSION DE L'ENTREPRISE : LAFUTE & DIEDERICHES

On ne peut que constater l'activité duelle au sein de l'entreprise : la croissance du tissage se ralentit, après une période fastueuse, tandis que la fabrication des machines préparatoires et des métiers à tisser fait naître beaucoup d'espoirs. L'une est le témoin de la première industrialisation, et l'autre de la seconde révolution industrielle. Ce phénomène se double d'une rivalité entre les directeurs respectifs des deux branches, Théophile II et Charles Diederichs. Leur désir est donc grand de scinder l'entreprise en deux entités bien distinctes.

Une première esquisse voit le jour en 1897, avec la constitution de la société Lafute & Diederichs, établie à Lyon. L'initiative vient de Théophile II, alors patron du tissage. Les négociations aboutissent, en septembre 1897, à une alliance avec le fabricant lyonnais Frédéric Lafute. Le choix de ce dernier n'est pas un hasard : il est en effet originaire de Bourgoin, où sa famille, protestante, est venue s'installer à la fin du XVIII^e siècle, pour travailler dans la manufacture des Perregaux. De plus, Frédéric Lafute est un ancien camarade de classe de Théophile II au Collège de Bourgoin. Le nouvel associé des Diederichs, après avoir été employé de commerce à Lyon, a créé sa propre maison de soieries en s'associant, en mars 1879, à Joseph Mouly, un soyeux déjà bien établi, sous la raison de J. Mouly et Lafute. En juin 1890, cette maison devient F. Lafute et Cie, au capital de 750 000 F⁹.

Le 15 septembre 1897 est donc constituée la société en nom collectif

Lafute & Diederichs, pour une durée de 14 ans et 9 mois, avec son siège à Lyon, 20 rue Lafont (siège de Mouly depuis la fin du Second Empire), et pour objet « la fabrication et la vente de tous tissus ». Une clause précise que les deux entreprises associées seront exclusivement et respectivement représentées par Frédéric Lafute (qui prend en charge la vente des étoffes) et par Théophile II (qui s'occupe de la fabrication). Cette clause a sans doute été ajoutée par Théophile II, qui est ainsi libre d'agir à sa guise, sans en référer à ses frères. Lafute et Cie verse l'équivalent de 20 000 F au titre de sa clientèle, de son matériel, de ses comptoirs de Lyon et de Londres, de ses baux à Lyon et rue du Sentier à Paris ; en outre, le soyeux lyonnais apporte 1 480 000 F en espèces, marchandises, matières premières, soit au total 1 500 000 F. L'entreprise Diederichs, pour sa part, affecte à la nouvelle maison 300 000 F en argent, accessoires, articles divers ; elle lui cède également la jouissance de ses usines de tissages, c'est-à-dire le grand tissage (472 métiers) avec ses annexes, le tissage construit en 1868-1869 (64 métiers), le tissage Roux (200 métiers à la fin du bail de Louis en 1900) et le tissage de Saint-Genis-l'Argentière (125 métiers). Par le montant de son capital social (1,8 million de francs sans les usines), la nouvelle maison apparaît comme l'un des plus gros fabricants de Lyon, car, entre 1895 et 1901, le capital de 75 % des maisons créées se situe entre 100 et 500 000 F ; 10 % seulement des sociétés ayant un capital supérieur à un million¹⁰. La nouvelle société Lafute & Diederichs est donc à la fois fabricant (concepteur d'étoffes) et tisseur à façon. Théophile II, au nom de l'entreprise Diederichs, est ainsi l'un « des premiers tisseurs [à s'associer] à un fabricant ce qui est devenu la règle¹¹ ». Une sorte de clause de « l'entreprise la plus favorisée »

accorde à la nouvelle maison la préférence et la priorité de toutes les découvertes que feront les Diederichs en matière de métiers à tisser et de machines préparatoires, tandis que l'entreprise de Bourgoin ne peut en revanche s'intéresser à aucune autre affaire de tissage. On assiste donc à une première séparation des activités, car le tissage rejoint désormais la nouvelle maison dont le siège n'est plus à Bourgoin, mais à Lyon ; seule la construction mécanique reste ainsi directement sous l'autorité de l'entreprise bergusienne. Toutefois, les ponts ne sont pas tous coupés, notamment au plan technique, et les usines de tissage restent partiellement liées aux bâtiments de la construction. De plus, l'entreprise Diederichs perçoit la moitié des bénéfices de Lafute & Diederichs.

Cette dernière société réalise 80 % de son chiffre d'affaires à l'exportation, tout en profitant de la mode de la mouseline. Les États-Unis constituent son principal débouché, mais très rapidement, ce marché se ferme aux soieries lyonnaises, lors des modifications en 1907 des tarifs douaniers américains. En 1900, le chiffre d'affaires de Lafute & Diederichs (vente et tissage) est estimé à 5 millions de francs, avec des comptoirs à Paris, Londres, et même New-York pour traiter les commandes américaines. Jusqu'en 1901, cette société procure des bénéfices bruts compris entre 200 et 500 000 F par an, c'est-à-dire supérieurs à ceux de la construction mécanique, mais, dès 1902, les bénéfices bruts franchissent à peine la barre des 100 000 F, puis les sociétés qui succèdent, après 1903, à Lafute & Diederichs subissent de lourdes pertes. Les seuls bénéfices importants sont dus ensuite à la guerre de 1914-1918. Le tissage voit ainsi sa rentabilité et sa compétitivité diminuer au début du XX^e siècle, parce qu'« on trouvait ailleurs des prix de façon sensi-

blement inférieurs ». Théophile II envisage un temps, pour remédier à ce déclin, d'acheter « des tissages de moindre importance répartis dans des localités où la main-d'œuvre serait moins chère¹² ». Pourtant, il n'en fait rien. Certes, la main-d'œuvre locale est chère, mais au vrai l'industriel a renoncé à toute modernisation de grande ampleur de son outil de production, et surtout il se trouve de nouveau victime d'une diminution des ordres et des prix de façon. Les bénéfices proviennent alors désormais de la maison de soieries installée à Lyon. Cela ne l'empêche pas de subir de lourdes pertes à son tour à partir de 1905. L'âge d'or du tissage des soieries est bel et bien achevé : naguère source principale de profits, il se transforme dorénavant en occasion de pertes.

Dès 1900, Théophile II, toujours administrateur-délégué des TACD, prend seul la direction de la maison lyonnaise, car Frédéric Lafute tombe gravement malade. Le chef de la maison Diederichs s'installe désormais en permanence à Lyon pour superviser l'ensemble des affaires. Après des débuts prometteurs, l'aventure lyonnaise des Diederichs s'enlise. Cependant, malgré les pertes, Théophile II, devenu président des TACD en 1901, décide, lors du décès de son associé, en juin 1903, de poursuivre ses affaires lyonnaises, sous la raison Diederichs et Cie, et de maintenir en activité des tissages peu rentables.

LES DIFFICULTÉS DES MAISONS LYONNAISES (1903-1914)

Théophile II choisit alors de devenir lui-même partenaire de son affaire avec d'une part l'entreprise Diederichs, associés ensemble en nom collectif (auparavant Théophile agissait seulement au nom des TACD), et avec d'autre part

12 - Archives privées J.D., rapport dact. de Charles, sans date.

13 - RICHARD (Ennemond), *Rapport du jury, Exposition franco-britannique, Londres, 1908*, p. 23.

Mouly, la mère et la veuve de Lafute comme associés commanditaires. La répartition du capital est naturellement modifiée : le clan Lafute n'apporte plus que 650 000 F (dont 250 000 F pour Mouly), au lieu de 1,5 million précédemment. L'entreprise de Bourgoïn apporte 300 000 F en compte de fonds, outre la jouissance de ses tissages, et Théophile II 100 000 F à titre personnel, soit un capital social de 1 050 000 F. Le partage des bénéfices s'effectue naturellement à l'avantage des Diederichs qui s'en réservent 87 %. En dépit du changement de raison sociale, la nouvelle société entend bien continuer la précédente, puisque sa dénomination commerciale devient « Ancienne maison Lafute & Diederichs », et qu'elle est toujours domiciliée 26 rue Lafont. Elle est administrée uniquement par Théophile II, seul à disposer de la signature sociale, avec un salaire de 30 000 F par an, tandis que son frère Charles y représente les TACD. L'autonomie juridique de la branche textile est ainsi confirmée avec la poursuite de la maison lyonnaise.

Outre son siège à Lyon, la société dispose d'un comptoir à Paris, 26 rue du Sentier, et d'un autre à Londres, dans Noble Street. Malgré cette organisation apparemment prestigieuse, Diederichs et Cie accumule les déficits, victime, comme nous l'avons vu, du déclin de ses tissages et d'une baisse des prix de façon (notamment en 1907-1908), avec une perte de 120 000 F en 1904-1905 et de 56 000 F en 1907-1908. La situation de Diederichs et Cie est d'autant plus préoccupante qu'elle se trouve débitrice de 1,1 million de francs, en 1906, envers l'entreprise-mère de Bourgoïn : elle ne survit donc que grâce à la vente des métiers à tisser. Toutefois, cela ne l'empêche pas de présenter ses tissus à l'Exposition franco-britannique de Londres, en 1908, où quatre de ses collaborateurs

sont récompensés (dont Lucien Lecorney et Henri Ochs), et à l'Exposition Internationale de Bruxelles en 1910, où elle obtient un grand prix. Ennemond Richard, un grand soyeux lyonnais, juge ainsi les étoffes exposées par Diederichs & Cie à Londres en 1908 : « Tous les articles teints en pièces de grosse production sont là. A côté des sergés et satins tramés coton, le satin oriental tient une large place. La mousseline alourdie par son glorieux passé se fait modeste avant de repartir et s'efface devant des voiles et des écharpes¹³ ».

Après sept années d'existence (treize si l'on compte la période Lafute), la dissolution est décidée à l'automne 1910 ; mais cela ne marque pas pour autant la fin de l'aventure lyonnaise. En effet, une nouvelle maison est immédiatement constituée pour une durée de douze ans, la société en nom collectif Laval-Diederichs-Bertrand (LDB), qui prend la suite des affaires de soieries à Lyon, à partir de septembre 1910. Les trois partenaires sont, outre l'entreprise Diederichs de Bourgoïn, Charles Laval, un fabricant de soieries, gérant de la Gallia Silk Mills, qui réside à Paris, et François-Joseph Bertrand, un fabricant lyonnais, auparavant associé à Besson. Son siège demeure à Lyon, 3 rue de la République (ensuite, transféré rue Montbernard), avec une maison de vente à Paris, rue d'Uzès, et une à Londres, dans Noble Street. La société bergusienne apporte à la nouvelle maison la jouissance de deux tissages (le grand tissage de 427 métiers et le tissage Roux de 180 – le bail de Saint-Genis n'est pas renouvelé, et le tissage construit en 1869 est abandonné à la construction des métiers), Laval verse 600 000 F en espèces et Bertrand également 300 000 F en matériel, marchandises et espèces. Le capital social s'élève donc à 900 000 F. Remarquons que, depuis 1897, le capital

des trois maisons successives n'a cessé de diminuer : les Diederichs ont-ils réduit leurs ambitions ? Les clauses de préférence subsistent entre Lyon et Bourgoin. De plus, LDB s'engage à verser 30 000 F par an à l'entreprise Diederichs en rémunération de l'apport de ses tissages. L'ensemble de la nouvelle société est dirigé par Laval, mais Théophile II prend la tête des tissages et Bertrand celle du comptoir de Lyon, tous deux se chargeant de la conception des nouveaux tissus et de l'achat de matières premières. Enfin, ils prévoient de diviser les bénéfices en deux parties égales, l'une constituant le fonds de réserves, et l'autre distribuée à raison de 35 % chacun pour Laval et Diederichs, et de 30 % pour Bertrand.

Rapidement, leurs relations se détériorent : dès décembre 1910, Adrien Diederichs, le fils de Théophile II, qui travaille aux côtés de son père depuis 1901, se brouille avec Laval. A cela s'ajoute une nouvelle crise du tissage, dont Laval parvient toutefois à atténuer les effets, au printemps 1911, avec des commandes de mousselines. Les tissages travaillent encore onze heures par jour. Cependant, comme Diederichs et Cie auparavant, LDB engendre vite des pertes (en novembre 1911, Hubert Diederichs mentionne : « la société perd beaucoup en ce moment »). Depuis mai 1911, Hubert, le fils aîné de Louis, a rejoint l'agence de Londres, sous les ordres d'Edmonson, mais les affaires en Grande-Bretagne ne bougent guère avant le printemps 1913. Pour compenser ses pertes importantes, LDB décide alors d'augmenter ses prix, ce qui fait fuir de nombreux clients. De plus, LDB est dépendante financièrement de l'entreprise de Bourgoin, qui lui accorde des facilités de trésorerie en mettant à sa disposition un compte-courant, dont le montant dépasse 1 800 000 F en 1911. Dès lors, les Diederichs, Adrien et son

père Théophile II, sont pressés de dissoudre la société, alors que Laval espère la conserver pour lui. L'objectif des Diederichs est désormais d'« arriver à être fabricant en gros et ne vendre que de grosses quantités aux commissionnaires ». Ils constatent l'échec de leur aventure dans le monde prestigieux des soieries lyonnaises¹⁴. Toutefois, LDB a participé à diverses expositions universelles, à Turin et à Roubaix en 1911, à Gand en 1913. Après quatre années difficiles, la dissolution est finalement décidée en mai 1914. L'entreprise Diederichs reprend à son compte ses deux tissages. Le grand tissage est exploité désormais sous le nom de Tissages de Bourgoin, avec pour directeur le gendre de Théophile II, Roger Arnal, mais sous l'autorité des TACD, tandis que le tissage Roux est loué, pour dix ans, à l'un des anciens directeurs, Henri Ochs, moyennant 6 660 F par an avec 111 métiers en activité (contre 180 quatre ans plus tôt).

L'échec des maisons lyonnaises successives est patent depuis 1902. En devenant fabricant, Théophile II pensait accroître les bénéfices de sa branche tissage ; il n'en a rien été, bien au contraire. En 1914, le tissage n'est déjà plus que l'ombre de lui-même : au lieu de 800 métiers en 1882, il n'en fait plus battre que 450 à 500. De quatre tissages, on est passé à deux, le rez-de-chaussée du grand bâtiment élevé par Théophile I et le tissage Roux. Si les bénéfices de cette activité représentaient naguère plus des deux tiers de ceux de l'entreprise, ils ont désormais « fondu comme neige au soleil ». La construction mécanique a donc pris définitivement le dessus. La stratégie de scission de l'entreprise en deux entités distinctes se solde par une débâcle cuisante, au risque d'engloutir la trésorerie de l'entreprise bergusienne. En effet, en 1914, une branche textile indépendante n'est à l'évidence plus

14 - Archives privées J.D., lettres d'Hubert à ses parents, *passim*.

15 - Archives départementales de l'Isère (plus loin ADI), 154 M 12, rapport du délégué ouvrier F. Berger.

rentable ; elle a besoin pour sa survie du soutien financier de la construction mécanique. Cependant, malgré ce constat, Théophile II et son héritier Adrien ne renoncent pas à leur projet lyonnais et à leur idée de séparation des deux branches. Une nouvelle maison est créée quelques semaines avant la guerre, Diederichs Soieries (DS).

LES ATELIERS DE CONSTRUCTION DIEDERICHS (1882-1919)

Les métiers Diederichs qui se sont développés grâce à Léon Permezal dans la décennie 1870, deviennent à partir de 1887 (à cause des effets de la Dépression) le pôle de croissance de l'entreprise, alors que le tissage entre dans une phase de stagnation. Quelle est l'ampleur du développement des métiers et des machines Diederichs ?

En 1889, les ateliers sont présents à l'Exposition universelle de Paris, où ils exposent leurs derniers prototypes : « Il [Théophile] a exposé quatre applications différentes de son dernier modèle de métier pour soieries avec bâtis renforcés et régulateur différentiel à enroulage direct. Ce métier forme la base d'une combinaison telle que le métier peut recevoir très facilement différents mécanismes, accessoires qui le rendent propre à la fabrication des tissus les plus divers tels que crêpe, gaze, etc. Le mécanisme en est très simple, le régulateur d'enroulage d'une disposition ingénieuse et d'une précision absolue. On peut faire varier à volonté la réduction de l'étoffe en faisant mouvoir un curseur le long d'une échelle graduée (...). M. Diederichs avait exposé dans sa section un ourdissoir à gros tambour, ourdissoir pour lisières, bobinoirs, cannetières, métier à tisser le velours à double pièce,

machine à plier et à métrer, cannetières de 50 à 400 brochés¹⁵ ». Cependant, nous ne possédons pas d'autres informations sur les métiers et les machines préparatoires construits à cette époque.

En 1900, la maison bergusienne participe à l'Exposition universelle de Paris en exposant cinq types de métiers à tisser : un pour soie grège, un pour soie teinte en fils, un à quatre navettes pour cotonnades, un à six navettes et un dernier pour tisser les remises. Les métiers Diederichs se révèlent beaucoup plus rapides que leurs concurrents, atteignant 200 à 220 coups de battant à la minute contre 160 pour le nouveau métier automatique Northrop présenté par la SACM, ou 170 pour les métiers suisses Ruti. Leur vitesse est donc l'un de leurs principaux atouts et les dispositions nouvelles vont toutes dans ce sens. Ainsi, à propos du métier à quatre navettes pour cotonnades, les ateliers Diederichs ont mis au point une nouvelle position pour les boîtes de navettes, avec de nouveaux mouvements (système positif par excentriques) pour assurer leurs déplacements ; on obtient ainsi un rendement supérieur de 25 %, en utilisant une force motrice plus faible. Ce dernier métier rencontre un vif succès à l'Exposition. Pourtant, techniquement, ils ne sont ni les plus modernes, ni les plus novateurs.

En 1895, l'américain Northrop a élaboré le premier métier à tisser automatique, qui diffère du métier mécanique par le changement des canettes. Sur un métier mécanique classique, la canette (ou la navette) vide est remplacée manuellement par la tisseuse. Le prototype de Northrop effectue cette opération automatiquement sans intervention humaine. Il n'y a donc plus de temps d'arrêt pour approvisionner le métier. Le rôle de la tisseuse consiste désormais à garnir la réserve de canettes,

semblable à un barillet de revolver, située au dessus du métier, et à surveiller les fils. La canette épuisée est éjectée automatiquement vers une « poubelle ». Pour prévenir l'épuisement de la canette, la navette qui l'abrite possède un tâteur (sorte de fourchette). La SACM présente un métier Northrop à l'Exposition : certes moins rapide que le métier mécanique Diederichs, il offre cependant un rendement de 90 % supérieur, car une ouvrière peut en conduire entre douze et seize, au lieu de quatre maximum avec des métiers traditionnels. Or l'entreprise bergusienne aborde avec retard cette révolution technique, puisque Diederichs construit en 1909 (douze ans après sa mise au point par Northrop) son premier métier automatique à changement de navettes, et deux plus tard, à changement de canettes. Mais les essais sont peu concluants. Il faut attendre l'entre-deux-guerres, et surtout les années 1930, pour voir se développer la production de métiers automatiques Diederichs¹⁶. La société investit plus dans de petits perfectionnements que dans des innovations. Les ratières qui équipent les métiers sont fabriquées par Staubli. La base de sa fortune industrielle demeure le métier mécanique classique. Le modèle 7700, lancé vers 1906-1907, demeure le plus gros succès commercial de la firme, produit sous différentes versions jusque dans les années 1960.

L'entreprise ne se limite pas à la construction de métiers à tisser. Elle fabrique également des machines préparatoires, comme des ourdissoirs, des dévidoirs, des bobinoirs et des cannetières. De l'avis d'un gareur, les ourdissoirs Diederichs ne sont guère modernes, même s'ils sont appréciés. A l'Exposition de 1900, l'entreprise présente un dévidoir-détrancannoir pour soie, une cannetière à broches indépendantes (« pour assembler jusqu'à quatre

bouts, avec arrêt automatique de la broche à la rupture d'un bout »), une cannetière à broches solidaires disposant d'un nouveau système de distribution du fil, un bobinoir-pelotonnoir. Enfin, les derniers types de machines exposées sont des ourdissoirs, dont un à grand tambour pour soie qui a fait la renommée de l'entreprise dans ce domaine : « Sa production est très grande et parfaite, grâce aux modifications suivantes : disposition pour faire varier la vitesse du tambour en pleine marche ; frein à pédale permettant à l'ouvrière de modérer jusqu'à l'arrêt complet la vitesse du tambour ; chariot mobile donnant une grande inclinaison aux mises ; mouvement de déplacement du rouleau au repliage pour compenser l'inclinaison de la mise. La cantrie à broches mobiles de 400 roquets, qui a supprimé le seul inconvénient reproché à l'ourdissoir mécanique (celui de ne pas permettre l'ourdissage d'une chaîne avec un petit nombre de roquets, par suite du peu de frottement de la broche sur ses coussinets de verre), a permis de donner au tambour de l'ourdissoir une grande vitesse (15 à 20 tours par minute) sans que les fils cassent (...) et en donnant (...) une très grande production ».

Les ourdissoirs sont leurs machines préparatoires les plus célèbres qui rencontrent le plus grand succès, fondé sur la vitesse. Mais les machines bergusiennes ne peuvent rivaliser avec les métiers américains, ce qui explique leur absence sur le marché nord-américain. Cela n'empêche toutefois pas les métiers Diederichs d'être présents dans le reste du monde.

LES ATELIERS LAURENT

En 1889, pour faire face au développement de la construction méca-

16 - RAVERAT (Henri), *Histoire de la maison Diederichs (1882-1982)*, Bourgoin, 1982, p. 176.

17 - Étude Coster et Cornier, Bourgoin, acte de vente aux TACD, 9 décembre 1892.

nique, l'entreprise loue un atelier de construction à Bourgoin, l'atelier Laurent, qui y existe depuis 1850 (sous la raison Merloz jusqu'en 1866, puis Laurent). En 1882, le fils Laurent et son associé décident de construire une fonderie de fonte et de bronze, comprenant une étuve et deux cubilots.

Dès le départ, ces ateliers sont donc indépendants de la halle de construction dans la mesure où ils en sont séparés géographiquement, avec des maisons intercalaires. En 1889-1890, ils ne rapportent rien à l'entreprise, car ils sont en pleine réorganisation. Toutefois, malgré leur éloignement et leur enclavement, l'entreprise les achète, en décembre 1892, à la veuve du mécanicien pour 95 000 F (dont 25 000 pour le matériel). L'acquisition se compose alors de deux propriétés. La première, quai Poncottier et grande rue Neuve, comprend trois maisons d'habitation (dont une en construction), un magasin et un atelier de construction, soit 1 700 m². La seconde, grande rue Neuve, comprend la fonderie, une remise, un logement de concierge, pour 673 m². L'atelier de construction est équipé d'une machine à vapeur, d'une chaudière, de trois bascules, de deux machines pour les cylindres de meunerie, d'une machine à tarauder, de quatre machines à percer, d'un gros tour en l'air, de quatre tours parallèles, de dix tours divers, de deux étaux limeurs, tandis que la fonderie abrite les deux cubilots, une locomobile, un four à bronze, deux grues en bois, une bascule fixe¹⁷. L'ensemble est donc modeste, plus proche de l'artisanat que de la production industrielle. Ces ateliers vont néanmoins servir à la fabrication et à l'assemblage des pièces des mécaniques textiles de la société. Ils lui permettent également de se lancer dans la construction mécanique générale, car

jusqu'alors, elle se bornait à la fabrication de machines textiles. Grâce à cette nouvelle fonderie de fonte et de bronze, l'entreprise Diederichs devient un constructeur généraliste, dont les ateliers fournissent des installations complètes d'usines (cimenteries, moulins, papeteries), des roues hydrauliques et des turbines, des transmissions, des installations d'éclairage électrique ou de sonneries de téléphone. Enfin, ces nouveaux ateliers abritent l'atelier de conception des moteurs à pétrole.

Pour l'exercice 1892-93, leur chiffre d'affaires s'élève à 257 000 F et à seulement 262 000 F en 1897, soit sans doute moins de 10 % du total de la branche construction. Jusqu'à leur fermeture en 1921, ils représentent une entité comptable différente de la branche construction, et ne dégagent jamais de gros bénéfices (ils sont d'ailleurs plus souvent en déficit). A partir de 1898, et jusqu'en 1919, ils sont dirigés par Auguste, neveu du fondateur (qui a droit à 20 % des bénéfices bruts), assisté depuis 1907 par Roger Arnal, ingénieur des Mines, le gendre de Théophile II. En 1921, les Ateliers Laurent réalisent 8 % du chiffre d'affaires de la société (construction et fonderie), et emploient 49 ouvriers sur un effectif total de 1.001 personnes. Ils sont donc devenus un élément marginal de l'entreprise, c'est pourquoi leur activité cesse en 1921, et les bâtiments en sont loués à un des anciens directeurs de l'entreprise, Grange, qui en reprend à son compte l'exploitation.

Le 31 décembre 1904, la société avait cependant procédé à l'achat d'un immeuble voisin des ateliers Laurent, pour en permettre l'extension, et aussi pour installer un garage automobile, avec adjonction, en juin 1907, dans un local spécial, d'un dépôt d'essence de 1 500 litres, en bidons plombés de 10 litres.

UNE BRANCHE EN PLEIN ESSOR

La « Grande Dépression » offre une occasion inespérée aux machines Diederichs, car elle « favorise la diffusion des équipements, elle est le point de passage vers la mécanisation et la motorisation généralisées ». Pour lutter contre la crise, les tisseurs choisissent d'abandonner le vieux métier à bras au profit du métier mécanique qui s'impose définitivement. Ainsi dans la draperie de Vienne, à quelques kilomètres de Bourgoin, le nombre de métiers mécaniques est multiplié par trois de 1876 à 1890. En France, les métiers à bras passent de 62 000 en 1876 à 28 500 en 1886. La Fabrique lyonnaise adopte également le métier mécanique ce qui lui donne un nouveau souffle. Les usines de tissage se développent au détriment de l'atelier domestique. Ayant bâti sa renommée et sa fortune sur les métiers mécaniques, Diederichs profite largement de cette phase de mécanisation, que l'on retrouve lors de la crise des années 1930, avec l'adoption du métier automatique.

La société entreprend, en 1886-1887, la construction d'une grande halle réservée à la construction mécanique et à la fabrication des métiers à tisser, sur les plans de Charles qui avait initialement l'intention d'y établir uniquement une fonderie. Ce nouveau bâtiment correspond à une extension des anciens ateliers qui subsistent. Il se compose d'une partie centrale (une « nef ») avec deux ailes latérales. Les murs, percés de larges baies vitrées, sont en pierre, tandis que les planchers comportent des poutres et des colonnes métalliques. Il semble cependant que la charpente soit en bois, avec une verrière au sommet. Les bâtiments réservés à la construction mécanique s'étirent, parallèlement au grand tissage et au canal mouturier. Une

fonderie de seconde fusion « destinée à couler les pièces moulées dont la société a besoin pour ses fabrications mécaniques » est élevée un peu à l'écart du nouvel atelier. Elle fonctionne au coke et possède en 1887, selon H. Raverat, deux cubilots et une capacité de production estimée à 250 tonnes par mois environ¹⁸. Quelques années plus tard, elle est équipée de deux cubilots supplémentaires et son potentiel de production atteint les 600 tonnes par mois. Cette fonderie est placée sous la responsabilité de Frédéric, le plus jeune fils de Théophile I, dès 1887. Globalement, c'est une activité déficitaire, malgré l'ouverture à des clients étrangers à l'entreprise.

Dans les années 1870, les métiers Diederichs se font connaître en France, notamment dans le Sud-Est et les Vosges. Ensuite Charles et Frédéric Ménégaud, un des ingénieurs de l'entreprise, effectuent des visites dans les Vosges et dans l'ouest de la France. Malgré l'importance du marché régional, la société éprouve des difficultés à placer ses métiers au sein de la Fabrique lyonnaise, car elle est également devenue fabricant de soieries, c'est-à-dire concurrente de ses propres clients. A partir de la décennie 1880, commence leur exportation : ainsi, en 1888, les premiers métiers mécaniques sont introduits au Japon. La société dispose d'une représentation sur place avec la maison Inabata. Au tournant du siècle, la firme Diederichs se trouve en position favorable sur le marché nippon, et le ministre de l'Agriculture et du Commerce japonais la sonde pour une importante commande de métiers à tisser que le gouvernement a l'intention de « distribuer dans les principaux centres de soieries au Japon¹⁹ ». Cette politique d'expansion passe nécessairement par la présence aux expositions internationales et universelles, et d'abord en 1889, à Paris, où elle dépense environ 20 000 F, pour recevoir une médaille d'or.

18 - RAVERAT,
op. cit., p. 47.

19 - Archives privées
J.D., lettre ms à
Charles, 3/7/1902.

20 - ACBJ, fonds Diederichs, dossiers brevets, convention dact. avec BAB, 2 octobre 1913.

21 - Archives privées J.D., rapport non daté.

22 - Chiffres d'affaires des ateliers de construction (hors fonderie et ateliers Laurent) ;
 1888-1889 : 444 000 F ;
 1889-1890 : 602 000 F ;
 1891-1892 : 945 000 F ;
 1892-1893 : 806 000 F ;
 1894-1895 : 1 488 000 F ;
 1895-1896 : 1 262 000 F ;
 1896-1897 : 1 346 000 F

Elle participe également aux expositions régionales de Lyon en 1894, de Rouen en 1896 et de Milan en 1906, ce qui affermit sa renommée et celle de ses produits à l'exportation.

Pour conforter sa position en Allemagne, notamment face à ses concurrents suisses, l'entreprise s'entend en 1913 avec une société alsacienne de Thann, les établissements Berger, André & Beha Réunis (BAB), à laquelle la maison de Bourgoïn concède le droit exclusif de vente et de construction de ses métiers en Alsace et en Allemagne. Une clause prévoit que « dans tous les autres pays, BAB [aura] droit de faire à [ses] frais la propagande qu'il jugera] nécessaire. BAB s'[engage] à soumettre toutes les demandes aux TACD et ceux-ci indiqueront chaque fois à BAB la suite qu'il y aura lieu de donner à ces demandes ». BAB profitera des innovations apportées par Diederichs. En échange, ce dernier perçoit 5 % du montant net des factures²⁰. En 1911, Alexandre Giraud de Lyon achète 800 métiers Diederichs pour équiper ses tissages de Moscou. Mais le déploiement ne se fait pas sans mal comme le note Théophile II : « Notre construction de machines pour tissage s'est développée dans des conditions difficiles par suite de la concurrence des maisons étrangères qu'il a fallu déloger successivement de toutes les positions acquises²¹ ».

En 1900, la branche construction réalise un chiffre d'affaires de deux millions de francs environ (elle a déjà livré près de 30 000 métiers à tisser), alors qu'elle n'atteignait pas les 450 000 F en 1888-1889 (environ les deux-cinquièmes du CA des « façons textiles »). Après 1887, ce chiffre d'affaires tend à se rapprocher de celui du tissage, il le dépasse même au cours de l'exercice 1894-95²². A partir de 1896, la production française, les prix et les profits ont connu

une courbe ascendante jusqu'en 1913, ce qui profite aux ateliers Diederichs. L'activité mécanique supplante définitivement le tissage en termes de dynamisme et de croissance.

UNE STRATÉGIE MISE EN ÉCHEC ?

La volonté de séparation des activités en deux branches distinctes, prônée par Théophile II pour des raisons familiales, suscite un vif débat entre 1905 et 1907 au sein de l'entreprise. Théophile II souhaite conserver pour lui le tissage et abandonner la fabrication des métiers à son frère Charles. Pour aboutir à une scission complète, il veut clarifier les limites de leurs usines respectives.

Cette question est d'actualité lorsque Théophile II, président des TACD, décide d'acheter, pour 95 000 F, l'usine Trapadoux (l'ancienne manufacture d'impression Perregaux), qui se situe à proximité du tissage Roux, à Jallieu. La propriété comprend une superficie de 1,3 hectare, autour du canal mouturier, avec une chute d'eau de 65 cm. Mais Diederichs n'a pas le droit d'y exploiter une « industrie de teinture, d'impression, d'apprêt ou de gaufrage » (clause sans doute imposée par la corporation des imprimeurs). En réalisant cette acquisition, Théophile II entend y transférer les ateliers de construction, et en récupérer les locaux pour le tissage. Cela présente l'avantage de dissocier très clairement les deux industries, tout en donnant à la construction mécanique des possibilités d'extension : « J'ai été amené à chercher une solution radicale qui donnerait à nos ateliers de construction ce qui leur a manqué jusqu'à présent : un ensemble d'installations en rapport avec

le développement qu'ils peuvent prendre ».

En effet, l'aménagement des ateliers de construction s'est fait de façon incohérente, par des agrandissements successifs, avec des empiètements sur le tissage. Ainsi les premiers métiers ont été construits dans l'atelier de réparation du tissage, puis on lui a adjoint l'atelier de dévidage, et après l'élévation du grand tissage, on abandonne à la fabrication des métiers le rez-de-chaussée de l'ancien tissage Caffarel, et l'atelier primitif est à son tour étendu. En 1887, on l'a vu, est édifié le grand hall, mais l'ensemble a peu de cohérence. L'achat de l'usine Trapadoux vise donc à remédier à cet enchevêtrement. La construction mécanique s'y installerait, tandis que le tissage recevrait toutes les usines existantes de part et d'autre du canal. De plus, le terrain disponible sur l'ancienne propriété Trapadoux permettrait de construire à moindres frais une nouvelle usine pour la fabrication des métiers. En fin de compte, la séparation des deux branches entraînerait une revalorisation de leurs actifs, et chacune aurait désormais la possibilité de s'agrandir librement.

Pour parvenir à son objectif, Théophile II décide de raser une partie des bâtiments de la propriété Trapadoux et d'y construire une nouvelle usine. Malheureusement, sa stratégie de scission se heurte, au printemps 1907, à l'opposition de son frère Charles. Après une séance houleuse du conseil d'administration, le 9 avril 1907, Théophile II démissionne, et convoque une assemblée générale extraordinaire des actionnaires pour débattre d'une scission éventuelle de la société et de l'aménagement futur des usines²³. Il tente donc un coup de force pour imposer ses vues aux autres actionnaires. En réalité, il s'agit plus d'une contestation de l'organisation

de la future usine que d'une remise en cause véritable de la séparation. Théophile II souhaite, en effet, édifier la nouvelle halle des constructions mécaniques à l'emplacement de l'ancienne l'usine Trapadoux, alors que Charles, patron de cette activité, désire l'établir sur l'ancienne propriété Roux, non loin du tissage du même nom. Ses propositions sont déjà vieilles de plus de dix ans, car Charles avait déjà envisagé, vers 1897, de transférer la construction mécanique dans de nouvelles installations « réalisant les dispositions les plus favorables pour une production rapide et économique » (en fusionnant la halle et les ateliers Laurent) ; cependant ses plans étaient demeurés dans les cartons, en raison d'autres investissements prioritaires. Charles profite donc de ce débat pour ressortir son projet. Pour lui, le site Trapadoux n'offre aucun avantage, bien au contraire. Les bâtiments subsistants sont juste bons pour servir de magasins et ils empêchent l'élévation d'un atelier modèle, avec un coût raisonnable. En outre, cette propriété est trop éloignée de la gare de Bourgoin et les communications avec la fonderie seraient plus difficiles. Aussi est-il d'avis de conserver l'installation existante plutôt que d'emménager dans l'ancienne usine Trapadoux.

L'affaire se conclut par un statu quo : Théophile II reprend la direction de l'entreprise, tandis que le tissage et la construction restent dans leurs murs, l'usine Trapadoux restant cantonnée à un rôle d'entrepôt. La seule modification vient de l'élargissement du conseil d'administration à de nouveaux membres : outre Théophile II et ses frères Charles et Frédéric, deviennent administrateurs, Adrien, le fils, et Roger Arnal, le gendre de Théophile II, Auguste, cousin des frères Diederichs, et leur beau-frère François Schlœsing.

23 - Archives privées
J.D., lettre ms de
Théophile II aux
administrateurs des
TACD, 10 avril 1907.

AU SERVICE DE LA GUERRE ... ET DE L'ENTREPRISE

La déclaration de guerre entraîne rapidement de profonds bouleversements de la société. Dès le 3 août 1914, la mobilisation provoque les premiers départs, tant parmi le personnel que parmi les dirigeants. Seuls Théophile II et Auguste Diederichs ne sont pas mobilisés ; le conseil d'administration les nomme donc délégués. L'activité s'arrête brutalement, en raison de la désorganisation qui règne et ne reprend que progressivement en s'adaptant à la guerre.

L'entreprise est désormais liée étroitement à l'État, qui devient un intermédiaire privilégié dans la mesure où la société participe de diverses manières à l'effort de guerre. On assiste à une première mutation dans l'organisation de l'activité. Les bâtiments non détruits de l'ancienne usine Trapadoux sont transformés en hôpital militaire et en logements pour les troupes, accueillant 4 300 hommes dès août 1914, logeant, en décembre 1914, quelque 18 000 soldats (entre août et décembre, elle en a abrité plus de 53 000). L'entreprise reçoit en compensation une indemnité de 0,05 F par combattant logé ; cependant l'autorité militaire ne verse que 0,0305 F, car la société ne fournit ni le charbon ni le bois nécessaires aux militaires. L'usine Trapadoux est libérée, en mai 1915, par l'armée, qui se réserve le droit de la réquisitionner à nouveau, ce qui doit être le cas en 1916-1917.

La production des ateliers de construction, des ateliers Laurent et de la fonderie reprend à partir du mois de novembre 1914. La mobilisation industrielle du pays, décidée le 20 septembre 1914 par le ministre Millerand, avec l'accord des grands industriels, se traduit

par l'augmentation des productions d'obus, avec une vaste réorganisation des industries métallurgiques, mises au service de la guerre. Diederichs obtient ainsi, à la fin de 1914, un premier marché d'obus de 120, pour un montant de 180 000 F. Jusqu'en novembre 1918, l'entreprise reçoit au total pour 2 700 000 F de commandes militaires, dont près de 40 % pour la seule année 1915. La plus grosse commande date de juin 1918, pour un montant de 504 000 F d'obus de 75. Ces contrats portent non seulement sur des obus d'artillerie (de 120, de 75 et de 95), ou sur des obus à fusil VB, mais également sur des voitures automobiles (peut-être des camions) ou sur des pièces de locomotives. Cependant, ces fabrications de guerre ne vont pas sans difficultés. Le charbon manque ; on se tourne vers la main-d'œuvre féminine, ou immigrée (tunisienne) pour pallier le départ des hommes. Des malversations se produisent, car des stocks importants d'obus défectueux (les imperfections de l'usinage ont été bouchées avec du plomb) partent vers le Front, malgré les ordres du contrôleur chargé de leur réception. Charles, patron de la branche construction, est bientôt convoqué par le conseil de guerre de la 14^e région militaire. Le directeur de l'usine, Nity, est condamné à un an de prison avec sursis, Charles à 100 F d'amende, et les ateliers sont fermés pendant deux mois, à la fin de 1915. Leur réouverture n'est possible que grâce à l'intervention du député de Bourgoin, Giray, auprès du ministre Albert Thomas. Finalement, la société récupère de nouveaux marchés de guerre. Diederichs n'est sans doute pas un cas isolé dans ce type d'affaires. Après avoir cherché à accroître la production, il lui est nécessaire de se tourner vers la qualité ; cela marque peut-être les débuts d'un nouveau type

de production. En effet, l'administration exige pour les obus une qualité uniforme. Adrien, alors mobilisé, reconnaîtra plus tard que la société a effectivement produit « des obus en fonte qui étaient souvent défectueux²⁴ ». Diedrichs Soieries obtient aussi des commandes qu'elle fait effectuer aux Tissages de Bourgoin, notamment un marché d'un million de mètres de gargousses, au second semestre 1914.

On peut évaluer les bénéfices réalisés sur tous ces marchés à au moins 10 % du montant de la commande. Avec la fin du conflit, lorsqu'il faut réadapter l'outil industriel à une production de paix, la reconstruction des régions textiles dévastées du Nord et des Vosges offre à l'entreprise des perspectives intéressantes.

L'EUPHORIE DE 1919-1920

Dès la fin du conflit, la société connaît en effet un bond formidable de ses ventes de métiers à tisser, car il s'agit, pour les tisseurs, de rattraper quatre années de retard d'investissements. De petites usines se montent dans les campagnes, et la reconstruction des régions textiles dévastées assure d'énormes débouchés, malgré la concurrence.

La forte demande de machines (avec versement d'un tiers du prix à la commande) favorise évidemment la trésorerie de la société, et lui évite d'avoir recours à l'emprunt. Elle peut même placer cet argent excédentaire²⁵. Au cours de l'exercice 1919-1920, les heures supplémentaires de jour et de nuit sont la règle à l'atelier de construction mécanique et à la fonderie. Cette dernière parvient à doubler sa production, de 250-325 tonnes de fontes moulées par mois à plus de 500 tonnes.

En 1919, les propriétés non bâties de l'entreprise atteignent les 20 hectares, les bâtiments sont assurés pour 4,9 millions de francs et le matériel pour 5,3 millions. Pour faire face à l'afflux des commandes, Adrien engage dès 1920 une réorganisation de la production.

Toutefois derrière cette croissance exceptionnelle, des déséquilibres surgissent dès les premiers mois de paix. Le 2 avril 1919, 250 ouvriers (soit l'ensemble du personnel de la construction mécanique) se mettent en grève, en exigeant des augmentations de salaires. Ils veulent eux aussi profiter de l'afflux des commandes et refusent l'introduction du salaire à la prime (symbole de la transformation de l'organisation de l'entreprise). Enfin, ils contestent l'instauration d'un examen de capacité personnelle dans le cadre de la réorganisation. Frédéric, alors président de la société, en appelle au maire de Jallieu – qui n'est autre que son frère Charles, le patron des ateliers de construction – pour assurer la protection des usines jour et nuit²⁶. Les ouvriers souhaitaient, pour supporter l'inflation, une augmentation de 4 F par jour, alors que les administrateurs n'offraient que 2,50 F pour les ouvriers spécialisés (soit un salaire quotidien de 12,50 F), et 2 F pour les manœuvres (soit un salaire de 10,50 F). Dans un premier temps, les délégués ouvriers repoussent cette proposition. Les grévistes nomment une commission de grève, présidée par un membre du syndicat des ouvriers métallurgistes, Bouillat, qui désigne six ouvriers chargés de surveiller et d'encadrer les grévistes (pour les motiver et éviter la reprise du travail), et éventuellement de seconder la police en cas d'incidents. Le 6 avril, une réunion se déroule à la salle des fêtes de Bourgoin, sous la présidence du maire, en présence du député

24 - Archives privées
M.L. Lévêque, notes ms
d'Adrien, vers 1953.

25 - Avances
sur commandes : au
30 juin 1919 :
266 451 F ;
au 31 décembre 1919 :
3 249 339 F ;
au 30 juin 1920 :
7 216 980 F.
Chiffre d'affaires des
ateliers de
construction:
3^e trimestre 1919 :
1 989 000 F ;
4^e trimestre 1919 :
3 477 000 F ;
1^{er} trimestre 1920 :
5 028 000 F ;
2^e trimestre 1920 :
6 843 000 F).

26 - Archives
communales de Jallieu,
lettre de Frédéric au
maire, 2 avril 1919 ;
ADI, 166 M 12,
télégramme du sous-
préfet au préfet,
même jour.

Giray et d'un délégué du syndicat des ouvriers métallurgistes de Grenoble, qui pousse les grévistes à refuser l'introduction du salaire à la prime. Pour jeter un peu d'huile sur le feu, Adrien, l'administrateur délégué, aurait accueilli les délégués ouvriers, le 4 avril, en leur disant : « vous êtes les délégués des fainéants ». Le 8, une nouvelle rencontre est organisée afin d'examiner les suggestions de la direction : les ouvriers repoussent toujours le travail à la prime, au profit de salaires fixes (manœuvres : 11,50 F par jour, ouvriers spécialisés : 12,50 à 13 F, ouvriers professionnels : 4,15 à 16 F). Toutefois, les grévistes font un pas en direction des administrateurs en acceptant le salaire aux pièces et à la prime, à condition que « le travail de la journée soit toujours assuré, c'est-à-dire que l'ouvrier considère que cette prime sera donnée en supplément et suivant le travail de chacun ». Frédéric, défavorable à une telle mesure, envisage en réponse de déposer à la mairie les livrets de travail avec les salaires dus, ce qui signifierait le renvoi des grévistes. Les Diederichs font alors des propositions inédites : – un tarif minimum garanti pour les ouvriers professionnels de 1,40 F par heure, soit 11,40 F par jour ; de 1,25 F pour les manœuvres sur machines et de 1 à 1,10 F pour les manœuvres non spécialisés, une prime étant ajoutée au salaire suivant le travail effectué, – les taux d'affûtage sont laissés à l'appréciation du personnel de maîtrise, – toute contestation sur la valeur professionnelle sera tranchée par un examen de capacité.

La journée du 8 avril est donc des plus confuses, puisque refus et accords se succèdent, mais elle marque la fin du conflit après une semaine de grève. Le travail reprend le 11. Si les salaires en sont la raison la plus apparente, cette grève répond sans doute à un problème

différent, car il s'agit en fait de s'opposer à la nouvelle organisation de la production, qui passe par les rémunérations à la pièce et à la prime, et non plus par une paye fixe. Il faut en effet augmenter la productivité des ouvriers pour répondre à l'afflux de commandes. A aucun moment, le personnel ne revendique la journée de 8 heures.

Ce conflit à peine achevé, le tissage entre à son tour en grève le 26 avril : 300 tisseuses environ cessent toute activité et envoient une délégation de quatre ouvrières auprès de la direction pour exiger un relèvement de 40 % des salaires (par rapport aux salaires d'avant-guerre) et la journée de 8 heures. Il n'y a aucune manifestation de leur part, alors que les patrons ne se montrent guère favorables à leurs revendications salariales dans la mesure où ils ont consenti une hausse de 10 % quelques jours plus tôt. Il est vrai aussi que, la veille, un autre tissage de Jallieu s'est mis en grève pour les mêmes raisons. Ces grévistes ont-ils entraîné ceux du tissage Diederichs ? Eprouvés par la récente grève de la construction mécanique, les Diederichs cèdent le 28, soit au bout de deux jours : les ouvrières gagnent en obtenant une augmentation de 40 % sur les façons, tandis que les 8 heures seront accordées avec l'entrée en vigueur de la loi.

Il est intéressant de noter l'opposition entre le tissage à large dominante féminine et la branche mécanique où dominant les hommes. Chaque groupe (chaque genre) a fait sa grève, mais sans l'aide de l'autre. De plus, leurs revendications n'ont pas été identiques. Il semble donc que non seulement l'entreprise, mais aussi le personnel ont profité de la croissance économique de l'immédiat après-guerre. Les grèves atténuent l'euphorie suscitée par l'afflux des commandes.

UNE TENTATIVE DE DIVERSIFICATION : LES MOTEURS ET LA MÉCANIQUE

Disposant déjà de deux branches d'activité, le tissage et la construction des métiers à tisser, Théophile I Diederichs tente d'élargir encore son champ d'action, en se tournant notamment vers des secteurs neufs. Avec la crise économique qui gêne ses affaires, il y voit un moyen de donner un second souffle à son entreprise. Comme le souligne Denis Woronoff, « la naissance de l'industrie automobile en France (...) s'est faite sous le signe du bricolage et de la micro-entreprise(...) Les fondateurs ont au moins en commun la passion de la mécanique, le goût de l'invention ». Charles, et dans une moindre mesure son frère cadet Frédéric, sont attirés par la mécanique. Leur formation de technicien peut en partie l'expliquer. Directeur des ateliers de construction, le premier participe activement à l'élaboration des nouvelles machines textiles de l'entreprise. De l'avis général, il est le seul à avoir des talents de mécanicien au sein de la famille.

En 1887, la société rachète des brevets concernant un moteur à explosion mis au point deux ans auparavant par Alphonse Belmont et Chaboud, un mécanicien « qui possédait à Pont-de-Beauvoisin (Isère) une petite usine mécanique ». Cependant, les deux hommes manquent de fonds pour exploiter leur moteur. Guillaume Diederichs²⁷, au nom de l'entreprise, accepte de les aider. Un accord est bientôt signé : « Il fut décidé que nous travaillerions ensemble au perfectionnement de notre machine avec une participation de 50 % aux bénéfices ». En 1887, trois brevets sont déposés au nom de l'entreprise de Bourgoin. Le

premier touche un « nouveau mode d'inflammation des mélanges détonnants, applicables à tous moteurs en général ou autres appareils fonctionnant par détonation ». L'inflammation automatique du mélange est possible grâce à la chaleur produite par les explosions précédentes. Le brevet porte sur une partie du moteur : il s'agit d'« un appareil à produire et à utiliser l'air carburé pour chauffer la capsule, plaque ou tube d'allumage des moteurs à hydrocarbures ». Enfin, le dernier concerne un carburateur « basé sur l'utilisation rationnelle de la chaleur d'échappement comme moyen de vaporisation du liquide et qui a pour résultat de permettre l'emploi des essences plus légères²⁸ ». Un atelier est aménagé pour la fabrication des moteurs, placée sous la direction de Charles et de son frère Frédéric.

En 1889, moins de deux ans après le dépôt de ces brevets, les Diederichs présentent un moteur « Sécurité » à l'Exposition universelle de Paris, à côté des machines à vapeur Farcot ou des installations électriques d'Edison. Un délégué ouvrier apporte une précieuse description des qualités de ce moteur : « Ce moteur est simple et très économique. Il présente un avantage sur les autres en ce qu'il permet l'emploi d'huiles minérales de grande densité, inflammables à la température ordinaire, lesquelles sont distillées d'une façon complète dans un carburateur spécial au fur et à mesure de la consommation sans qu'il y ait jamais accumulation de liquide, ni de gaz, et portant (sic) aucun risque d'incendie. De plus, il produit lui-même son gaz au moyen d'un appareil très simple (...). Le mode d'inflammation du mélange détonnant (...) se compose d'une capsule de platine d'une durée indéfinie, maintenue à l'état incandescent au moyen d'un chalumeau au pétrole (...). La consom-

27 - Guillaume (1842-1912), frère cadet de Théophile I.

28 - Fondation Marius Berliet, brevets n° 180935, 195371, 195372 déposés le 19 janvier 1897.

29 - ADI, 154 M 12,
rapport du délégué
ouvrier Meunier,
1^{er} décembre 1889.

30- Rapport des
délégués, délégations
ouvrières et
administratives à
l'Exposition universelle
de Paris en 1889,
p. 382.

mation est très sensiblement proportionnelle à la force produite²⁹ ».

Un deuxième avis plus enthousiaste évoque clairement les possibilités de ce moteur : « Consommant 400 grammes par cheval et par heure avec des pétroles bruts pesant jusqu'à 820 grammes le litre, ce moteur marche non pas par la chaleur du pétrole, mais par un mélange détonnant que l'on allie au pétrole et qui, introduit dans le cylindre à simple effet, fait explosion comme dans le moteur à gaz. Le pétrole brut revient à 35 F les 100 Kg, ce qui porterait la consommation à 0,16 F par cheval et par heure. Selon nous, c'est une invention d'avenir³⁰ ».

Cette nouvelle activité est dès le départ un investissement à long terme, avec des possibilités de développement importantes : « il est possible que la construction actuellement commencée des moteurs à gaz et à pétrole vienne compenser dans un bref délai cette situation pénible [de crise] ». Mais jusqu'en 1889, les moteurs restent à l'essai et ne donnent aucun résultat. Très vite, les pertes amènent Théophile II à décider la liquidation de cette branche en 1899. Les pertes cumulées atteignent en effet 700 000 F sur dix ans. Selon Charles, le responsable des moteurs, cet échec ne provient pas du produit lui-même qui possède de nombreuses qualités, mais des clients, souvent de petits industriels dépourvus de connaissances techniques sur le fonctionnement des moteurs, et de moyens financiers. Pour mener à bien l'expérience, il aurait fallu les former à l'usage du moteur.

Les Diederichs ont-ils au-delà participé à la révolution automobile ? Deux réponses ont été formulées, sans que leurs auteurs disposent alors de documents fiables sur le sujet. Le premier point litigieux concerne deux clichés et un article paru dans la presse locale en 1954. Ces photos représentent les fils

Diederichs, Charles, Frédéric, Louis et leur cousin Auguste, dans un véhicule automobile de leur conception (selon l'article en question), vers 1884. A cette date, selon le témoignage d'Auguste, les fils Diederichs ont mis au point un engin, « la Routière », qui « fonctionnait comme une locomotive » avec une chaudière, et pesait 6 200 Kg. Toujours d'après cet article et ce témoignage, une seconde expérience est tentée quelques années plus tard, lorsqu'une douzaine de voitures a été fabriquée par les Diederichs dans les Ateliers Laurent (entre 1890 et 1894). Cette seconde automobile possédait un moteur Aster. Cependant pour confirmer ces faits, nous manquons d'informations, d'autant que ces expériences apparaissent précoces dans l'histoire de l'automobile.

Divers érudits locaux (notamment L. Loreille, le premier, en 1967 dans *L'Amateur d'automobiles anciennes* ont avancé cette hypothèse de la participation des Diederichs dans l'aventure automobile, relayés ensuite par la presse locale. H. Raverat l'a reprise lui aussi. Il est vrai que l'existence d'une société Automobiles Diederichs l'accrédite. Mais les Automobiles Diederichs sont une émanation de la branche de Sainte-Colombe-lès-Vienne, et non pas des Diederichs de Bourgoin. Cette société est en effet créée, en juillet 1912, par Alfred et Gustave Diederichs, au capital de 300 000 F, avec son siège place Guichard, à Lyon. Son existence est éphémère, puisqu'elle ne survit pas à la déclaration de la guerre. Sa production s'est limitée à une soixantaine de véhicules en deux ans.

CAPITAUX ET FINANCEMENTS

Les Tissages et Ateliers de construction Diederichs sont constitués en 1882

sous la forme d'une société anonyme, au capital de 3,5 millions de francs. L'entreprise a ainsi dorénavant la possibilité d'ouvrir son capital et de recourir à l'émission d'obligations, sans transformer continuellement ses statuts. Mais, en 1882, les actions se répartissent exclusivement entre les membres de la famille. Quelques années plus tard, Théophile I vend certains titres à quelques-uns de ses proches conseillers, mais cela reste marginal. La famille demeure seule et unique propriétaire de la société. Aucun titre n'est d'ailleurs coté en bourse. En revanche, elle a parfois recours à l'émission d'obligations. La première se déroule en 1897, et concerne 2 000 obligations de 500 F, soit un montant d'un million de francs. Ces titres ont une durée de trente ans, à partir du 1^{er} janvier 1900, avec un intérêt de 4 %. Cette opération est en grande partie souscrite par la famille Diederichs. Une nouvelle émission est envisagée, en avril 1920, pour six millions, afin de faciliter le développement de la société : « Par suite de l'abondance des commandes qui lui sont transmises, [la] société se voit obligée de rechercher d'autres disponibilités pécuniaires plus stables que celles qui lui sont fournies actuellement par les divers comptes courants et les avances de paiements réclamées aux clients ». L'émission est réalisée l'année suivante, mais ses ambitions ont été revues à la baisse : elle porte sur 3 000 obligations de 500 F (soit 1,5 million), à 7 %, remboursables sur 25 ans. En septembre 1928, une troisième opération de ce type est souhaitée par les administrateurs, mais Adrien s'y oppose, car, à son avis, les obligations sont plus onéreuses que les traites bancaires. Elle est repoussée en 1930, la trésorerie de l'entreprise étant jugée suffisante.

Pour assurer son expansion, l'entreprise pratique donc l'autofinancement sous la forme de réserves (inscrites au compte profits et pertes). Dans les faits,

la quasi totalité des bénéficiaires est réinvestie dans la société, car les dividendes versés aux actionnaires sont aussitôt placés dans des comptes courants, à la disposition de la firme. Les Diederichs (en bons réformés, wébériens sans le savoir) mettent tout leur argent dans leur entreprise, au détriment de leur vie privée et de leur propre consommation. Cela irrite parfois les femmes de la famille, comme nous l'a fait remarquer M.L. Lévêque, la fille d'Adrien. Ces comptes courants sont rémunérés par un intérêt de 5 % en général. A la fin des années 1920, il atteint même 7 %, puis, en 1934, en raison de la crise, ce taux est ramené à 6 % pendant trois ans. A court terme, ces comptes offrent de larges facilités de trésorerie à la société, et lui évitent le recours aux banques³¹

Les augmentations des comptes courants, survenues en 1911, 1915 et 1931 s'expliquent par la dissolution des maisons de soieries de Lyon. En effet, les comptes courants de Diederichs et Cie, LDB ou Diederichs Soieries sont rapatriés par la famille à Bourgoin, après la liquidation de ces sociétés. Durant les années 1920, on note une baisse du niveau des comptes-courants, en raison de l'émission d'obligations de 1921, au taux plus rémunérateur pour les titulaires de comptes courants. En 1927-1928, les Ateliers Diederichs ont ainsi à leur disposition 3 400 000 F, répartis entre 36 comptes courants, au nom de membres de la famille Diederichs, d'agents et de directeurs de la société, ou de la caisse de secours du personnel. Les trois frères, Théophile II, Charles, Frédéric, leur cousin Auguste, et Robert (le fils de Charles) possèdent à eux cinq les comptes les plus importants (63 % des dépôts, plus de 2 700 000 F).

Comme le souligne D. Woronoff, « [une entreprise] ne peut prospérer qu'en limitant au minimum le recours au

31 Montants des
comptes courants
(au 30 juin) :

1906 :	845 929 F ;
1911 :	1 002 781 F ;
1916 :	2 251 006 F ;
1921 :	3 093 287 F ;
1926 :	2 186 874 F ;
1931 :	5 660 567 F ;
1936 :	5 245 964 F.

32 - WORONOFF (Denis), *Histoire de l'industrie en France*, Paris, 1994, p. 266.

33 ACBJ, fonds Diederichs, PV AG, 10 octobre 1898.

34 - DAUMAS (Jean-Claude), *L'amour du drap, Blin et Blin d'Elbeuf (1827-1975)*, thèse, université Paris-IV (direction Jean-Pierre CHALINE), 1995, 1327 p.

Part des bénéfiques nets mis en réserve (le solde étant distribué sous forme de dividendes et de tantièmes aux administrateurs)

1905-1906 : 59 %	146 000 F	1910-1911 : 75 %	333 000 F
1906-1907 : 66	220 000 F	1911-1912 : 70	268 000 F
1907-1908 : 72	294 000 F	1912-1913 : 75	333 000 F
1908-1909 : 72	294 000 F	1913-1914 : 82	525 000 F
1909-1910 : 74	329 000 F	1914-1915 : 79	428 000 F

crédit (...). De fait, les entreprises qui ont le mieux réussi ont pratiqué un autofinancement presque forcé³². En 1918, le compte de profits et pertes atteint 677 000 F. La création d'un tel poste comptable sert à garantir « la distribution d'un dividende égal l'année prochaine ou de faire face aux éventualités³³ ». Entre 1905 et 1915, le dividende demeure invariablement de 25 F par action (100 000 F distribués au total), quelque soit le montant des bénéfiques. Or ceux-ci augmentent fortement durant cette période. Pour l'exercice 1905-1906, la part versée au compte de profits et pertes représente 59 % des bénéfiques. Cette tendance culmine en 1913-1914, lorsque 82,6 % des bénéfiques sont mis en réserves, 15,7 % partagés entre les actionnaires et 1,7 % attribué aux administrateurs (cf. tableau).

L'autofinancement joue donc un rôle essentiel dans le développement de la maison Diederichs. La famille, volontairement, ne profite guère de ses dividendes, aussitôt réinvestis dans l'entreprise familiale au moyen de comptes courants, même lorsque les dividendes augmentent de façon significative au lendemain du premier conflit mondial, avec un maximum de 150 F par action à la clôture de l'exercice 1930-1931.

Après la dissolution de Diederichs Soieries et le renvoi du dernier dirigeant familial du tissage, Adrien, en 1932, l'entreprise choisit de se cantonner à la construction mécanique (machines

textiles et fonderie). Si la famille reste toujours aux commandes par Robert et André, le problème de la succession se pose déjà : la quatrième génération (notamment les fils de Roger Arnal, démissionné en 1923) se désintéresse de l'affaire. En transformant d'emblée leur société anonyme en affaire strictement familiale, tout comme leurs contemporains drapiers de laine cardée Blin d'Elbeuf³⁴, les Diederichs se privent de capitaux et d'administrateurs extérieurs, susceptibles de dynamiser l'entreprise, et de plus ils s'exposent aux inévitables querelles d'héritiers. A la fin des années 1960, les descendants se retirent définitivement de l'affaire fondée en 1882 en cédant leurs actions à leur concurrent suisse Saurer.